



Journée d'échanges Projection à l'AFD du 24 janvier 2014 « Les services essentiels face au(x) changement(s) climatique(s) »

COMPTE-RENDUS DES SESSIONS

« Les Services Essentiels face au(x) Changement(s) Climatique(s) »

Le champ du développement n'échappe pas aux effets de mode. Si le changement climatique est une réalité quasiment incontestable aujourd'hui, c'est aussi le **nouveau concept qui semble peu à peu redéfinir les contours des stratégies et des métiers du développement**, sans pour autant que le sujet ne soit maîtrisé par la majorité des acteurs.

Mais au fait, **quels liens existent entre services essentiels et changement climatique** ? Et quels sont les **outils et méthodes** à destination des professionnels du secteur pour mieux intégrer cette thématique à leurs projets ?

Cette journée d'échanges a été l'occasion d'aborder le changement climatique à travers le prisme de l'accès aux services essentiels et ainsi, d'offrir un éclairage sur les avancées et freins à la compréhension de ce sujet.

Index des comptes rendus

Session 1 : Eclairages sur les liens sociaux, politiques et techniques entre services essentiels et changements climatiques..... **2**

Session 2 : Info/Intox – Le Changement Climatique, effet de mode ou enjeu central pour les politiques de développement ?..... **6**

Session 3 : Changement climatique : quelles solutions pour les services essentiels sur le terrain ?... **10**

Session 4 : Les jeunes se mobilisent pour la prise en compte des enjeux liés à l'eau dans les négociations de la COP 2015, oui mais comment ?..... **15**

Le réseau Projection

Le réseau Projection est une plateforme d'échanges, composée de **jeunes professionnels (JP)** (ayant entre 2 et 10 d'expériences) travaillant pour l'accès aux services de base (eau, assainissement, gestion des déchets, etc.) en milieu urbain dans les pays en développement. Les participants sont de pays et milieux différents : secteur public, privé, recherche et milieu associatif. C'est en partie la diversité des profils qui fait la richesse de ses débats.

www.reseauprojection.org / info@reseauprojection.org

Les Journées d'échanges Projection

La Journée d'échanges Projection est un événement ouvert qui vise à rassembler des professionnels des services essentiels (eau, assainissement, gestion des déchets, énergie) dans les PED, afin de les amener à échanger et débattre sur une thématique spécifique, en lien avec l'actualité internationale. Durant cette journée, l'interactivité et l'informel sont privilégiés afin de permettre des échanges d'idées répondant au slogan du réseau « la pertinence en toute impertinence » !

Session 1 : Eclairages sur les liens sociaux, politiques et techniques entre services essentiels et changements climatiques

Intervenants : **Céline Hervé-Bazin**, Consultante en communication - CELSA
Charles Perrin, Ingénieur-Chercheur en Hydrologie - IRSTEA
Nicolas Rossin, Division Changement Climatique – AFD

Animateur : Julie Aubriot

Rapporteur : Germain Labonne

Objectifs de la session

- Mieux appréhender le vocabulaire lié au changement climatique
- Clarifier les liens entre services essentiels et changement climatique (en termes scientifiques, en termes politiques, et en termes de communication)
- Se familiariser avec les grands enjeux globaux relatifs au changement climatique et aux services essentiels
- Débattre de la place à donner aux services essentiels (eau, assainissement, déchets, énergie...) dans les programmes sur le changement climatique

Le cycle social : comment le changement climatique a envahi le champ médiatique ?

On parle beaucoup du changement climatique depuis une vingtaine d'années. Une grande diversité d'interlocuteurs s'exprime sur ce sujet si bien que cela peut brouiller le message auprès du grand public. Malgré la communication forte qui est faite autour de cette question, la perception de la population n'a pas subi de grandes variations : en France, on compte environ 30% de climato-sceptiques, tendance qui n'a guère évolué au cours des trente dernières années. Constat intéressant : la population a tendance à percevoir le changement climatique comme une problématique prioritaire pour soi mais pas nécessairement pour les autres, et encore moins pour le Gouvernement. Cette impression est remarquée dans la plupart des pays, à l'exception notable des Allemands et des Chinois qui font confiance à leur Gouvernement pour agir sur ce sujet.

Malgré les idées reçues, l'entrée dans la scène médiatique de la problématique du changement climatique n'est pas récente et remonte à 1932, par la publication d'un article dans le New York Times où la question est posée : Le climat change-t-il ? Cette réflexion sur les bouleversements environnementaux va en s'amplifiant avec l'émergence progressive d'une prise en compte de l'impact de l'homme sur le climat et l'environnement (contexte de la 2^{nde} guerre mondiale 1939-1945, bombe nucléaire / première mission Apollo). La population prend alors conscience de la fragilité de la Terre, de ses ressources et de son climat.

En 1987, le premier rapport du GIEC lance clairement le débat et presse les responsables politiques d'agir sur le sujet (Début des négociations internationales sur le climat en 1992 à Rio, ratification du protocole de Kyoto en 1997 par 37 pays développés dont la France). Le grand public est également sensibilisé, notamment au travers de films (Yann Arthus Bertrand et Al Gore) car la communication de l'ONU ou de l'Union Européenne sur cette question reste très institutionnelle. D'un côté, le GIEC apporte une information très technique qui n'est pas forcément accessible au grand public. De l'autre, les organisations internationales et les Etats évoquent surtout les agendas du dialogue

institutionnel sans que le rôle joué ne soit clairement énoncé. Ce qui reste encore aujourd'hui le plus accessible, ce sont surtout les programmes de sensibilisation pour les jeunes.

Il est donc nécessaire, au-delà des seules campagnes de communication, de rendre accessible l'information au plus grand nombre. C'est ce que s'efforce de faire le GIEC dans ses derniers rapports. L'ADEME et les entreprises communiquent de plus en plus sur le sujet et informent sur leurs responsabilités et leurs engagements. On peut alors se poser la question, l'argument climatique pour vendre, est-ce responsable ? Dans ce contexte, qu'est-ce qu'une communication responsable sur le réchauffement climatique ? Quelles sont les tendances au greenwashing ?

Il faut avoir conscience que la communication apporte une plus grande visibilité et, par la même occasion, plus de controverses et de remises en cause, mais il ne faut pas en avoir peur.

→ Présentation PPT « [Vicious cycles : Tempêtes de mots et cycles discursifs](#) », par Céline Hervé-Bazin

Questions/ Contributions :

- Comment aborder la question du changement climatique au Sud ?

Ce qu'on peut constater sur le terrain, c'est qu'il y a effectivement une conscience des effets du changement climatique mais pas nécessairement de ses causes anthropiques. On peut d'ailleurs avoir parfois l'impression qu'il y a un affichage autour de la question, que le changement de discours est en grande partie dû aux exigences des bailleurs qui souhaitent que les enjeux environnementaux deviennent prioritaires, à l'image de la question genre qui a également envahi le champ de l'intervention au Sud. Se pose alors la question de l'appropriation de cette problématique par les acteurs concernés au Sud.

Le cycle naturel : quels impacts du changement climatique sur le cycle de l'eau ?

Le réchauffement climatique est un phénomène naturel lié à la captation des rayons du soleil par l'atmosphère. Certains gaz contribuent à accentuer ce phénomène d'effet de serre en piégeant les rayons du soleil. L'augmentation de la concentration de ces gaz participe à l'augmentation de la température du globe. Au cours du dernier siècle, on constate une augmentation de la température de la Terre sans commune mesure avec ce qu'il s'est passé ces 10 000 dernières années. Cette augmentation de la température se visualise déjà à l'aide d'indicateurs palpables : baisse de la couche neigeuse, augmentation du niveau de la mer.

La photographie est un bon indicateur pour montrer les changements qui s'opèrent à la surface du globe : sur deux clichés d'un même glacier, on peut constater l'évolution de la fonte des glaces.

On constate également une évolution de la pluviométrie avec une réduction importante des précipitations par endroits, comme en Afrique de l'Ouest. Il y a donc aujourd'hui une certitude autour de la question du changement climatique avec des effets qui sont déjà observables (augmentation des étiages du fait de la fonte des glaces...). Les scientifiques sont en mesure de modéliser les évolutions climatiques en utilisant la méthode de descente d'échelles qui permet de localiser les impacts du changement climatique à l'aide des modèles globaux. On peut ainsi simuler l'évolution de la ressource en eau à l'échelle d'un bassin.

Au cours de la période 2010-2012, le Ministère de l'Écologie Français a lancé le projet Explore 2070 pour évaluer les différents scénarii d'évolution de la température et du climat en France. En partant d'un scénario donné de hausse plus ou moins forte des émissions de gaz à effet de serre, on peut simuler l'évolution des températures. Les différents scénarii retenus montrent la même tendance : une augmentation des températures estivales. Pour les précipitations, les projections restent plus incertaines et plus contrastées : augmentation par endroits, diminution à d'autres, donc des crues difficilement prévisibles.

Il reste donc beaucoup d'incertitudes sur l'ampleur et les impacts du changement climatique. Mais ces incertitudes ne doivent pas empêcher d'agir. Plus on attend, plus les impacts seront forts : accès à l'eau potable restreint, vulnérabilité aux inondations, baisse de la productivité agricole, production d'énergie impactée (surtout le nucléaire et l'hydraulique). Il existe aujourd'hui des stratégies d'adaptation, notamment dans le secteur agricole. Les indicateurs de stress permettent de tester les modèles de développement à privilégier.

A l'échelle mondiale, on constate déjà une augmentation des conflits liés à l'eau. Cette situation devrait s'amplifier dans les décennies à venir avec une pression de plus en plus forte du fait d'une ressource de moins en moins présente et d'une demande en forte augmentation. De plus, il y a une grande inégalité entre les pays pour s'adapter au changement climatique. Bien souvent, les pays les plus pauvres sont ceux qui seront le plus impactés et ceux qui n'auront pas nécessairement la possibilité de s'adapter.

→ Présentation PPT «[Quels impacts du changement climatique sur le cycle de l'eau ?](#) », par Charles Perrin

Questions/ Contributions :

- Est-il possible dès aujourd'hui de connaître les changements qui s'opèrent et s'opèreront à l'échelle locale (portails internet dédiés par exemple)?

Le GIEC vulgarise de plus en plus l'information mais cela reste malgré tout très global, à petite échelle. Il existe néanmoins des portails à l'échelle régionale (chez Météo France par exemple).

Le cycle politique : En quoi le climat peut être un sujet central pour un financeur du développement ? Quelle place donner aux services essentiels dans la stratégie climat de l'AFD ?

Le changement climatique est un sujet important pour l'AFD car l'agence intervient dans de nombreux secteurs émetteurs de gaz à effets de serre, dans des pays où les impacts du changement climatique seront d'autant plus forts. Il est donc nécessaire d'évaluer les stratégies de développement des pays concernés et d'orienter l'intervention en fonction.

Il faut garder en tête que lorsque l'on parle de changement climatique, on parle également de vulnérabilité au changement climatique, avec l'apparition de nouveaux risques (modification des courants marins, disparition des coraux...). Il y a de fortes différences dans les capacités de résistance et d'adaptation au changement climatique ; et l'Afrique semble bien plus vulnérable que les autres continents. Dans ce contexte, il faut repenser l'intervention : comment intervenir pour limiter

l'impact ? Comment valoriser les services climatiques ? Comment faciliter l'adaptation ? C'est en réponse à cette triple question que l'AFD a adapté son intervention.

Aujourd'hui, 50% des octrois annuels de l'AFD dans les pays étrangers (30% des octrois annuels de Proparco) prennent en compte la dimension de co-bénéfice climat qui permet de poursuivre une politique de développement orientée vers la limitation ou l'adaptation au changement climatique. Bien entendu, cette proportion varie selon les pays : elle est généralement plus forte en Asie et plus faible en Afrique car il s'agit de pays d'intervention où les priorités sont plus nombreuses.

Désormais, l'AFD opère une mesure systématique de l'impact sur les projets financés en classant les projets en trois groupes : projet « climat », projet émissif, projet très émissif. Ce classement permet d'écarter les projets trop émissifs. A l'inverse, il y a de nouvelles opportunités de cofinancement pour les projets climat (marché du CO2, nouveaux mécanismes financiers).

L'AFD fait également évoluer le cadre opérationnel et conceptuel dans lequel elle intervient : il existe de nouvelles orientations dans les mandats d'intervention de l'AFD, et l'impact devient un critère prioritaire.

Devant les attentes fortes de la société civile, l'AFD souhaite également communiquer largement sur le changement climatique et intervenir avec transparence sur la question.

→ Présentation « [L'AFD et le changement climatique](#) », par Nicolas Rossin

Questions/ Contributions :

- Comment expliquer de telles différences entre les pays de la proportion des octrois orientée vers les projets « climat » ?

Ces différences s'expliquent surtout par le niveau de développement des pays d'intervention. En Afrique, le nombre de sujets prioritaires est plus important et les pays orientent leur politique de développement vers les priorités qu'ils évaluent. Il ne doit pas y avoir une confrontation projet climat versus projet d'accès aux services essentiels. De plus, les pays n'ont pas toujours les moyens financiers de choisir en faveur de projets limitant l'impact du changement climatique.

- Pouvez-vous donner un exemple de projets d'accès aux services essentiels dans cette logique de co-bénéfice?

Par exemple, le projet de construction d'une centrale solaire à Zagtouli (Ouagadougou) qui permet à la fois de limiter les émissions de CO2 (par rapport à une autre source énergétique) et d'augmenter de 30MW la capacité de production du Burkina Faso. On trouve également de nombreux projets axés sur le développement des transports en commun qui permettent d'atténuer l'augmentation en orientant les choix de transport vers les solutions moins émettrices de GES.

Session 2 : Info/Intox – Le Changement Climatique, effet de mode ou enjeu central pour les politiques de développement ?

Intervenants : **Maurice Bernard**, Directeur du Département Développement Durable- AFD
Renaud Bettin, Responsable du programme CO2 Solidaire - GERES

Animateur : Amélie Boissonnet

Rapporteur : Laure Criqui

Objectif de la session

Cette session interactive permet aux participants de questionner voire déconstruire leurs idées reçues sur le sujet et apporter des éléments de réponse aux différentes interrogations que cette thématique suscite. Le public doit prendre position sur une série d'affirmations et dire s'il s'agit d'« info » ou d'« intox ». Un choix ensuite infirmé ou confirmé et commenté par les panelistes invités.

→ Présentation PPT des [affirmations](#)

Affirmation n°1 : Le Changement climatique est un concept abstrait pour les communautés et les acteurs locaux sur le terrain

Selon les termes des experts, il est vrai que le changement climatique peut paraître abstrait pour les communautés et les acteurs locaux sur le terrain. Parler de changement climatique implique de se projeter sur le long-terme, or les incertitudes sont encore très nombreuses. En outre, la temporalité longue est souvent difficile à appréhender pour les populations. Cependant, sur le terrain, il y a des conséquences du changement climatique facilement constatables : des déplacements de populations à cause de la montée des océans, des problèmes de ressource en eau, etc. Le cadre conceptuel est certes plutôt abstrait, mais les effets sont eux réels et donc très concrets pour les acteurs locaux.

Affirmation n°2 : L'incertitude liée aux changements climatiques est telle qu'il est impossible d'agir

Il est vrai qu'intégrer le changement climatique de manière concrète dans la planification est très compliqué car les évolutions proposées par les modèles de projection sont incertaines et fortement conditionnées par des facteurs aléatoires. Certains acteurs préfèrent donc opter pour des mesures « sans regret »¹ (ou « no regret ») tandis que d'autres défendent le principe de précaution². Mais il est incontestable qu'il existe une nécessité d'agir. D'ailleurs, certains scénarios élaborés il y a une cinquantaine d'années sont vérifiés aujourd'hui, ce qui permet à certaines stratégies de planification

¹ « Les mesures « sans regret » sont des actions bénéfiques dans le contexte actuel et à plus long terme, et ce quels que soient les impacts du changement climatique. Les interventions habituelles de promotion d'une gestion durable de la ressource en eau, et de diminution de la vulnérabilité à la variabilité climatique actuelle peuvent donc être considérées comme des mesures d'adaptation « sans regret » (détection et réparation des pertes dans les réseaux de distribution d'eau par exemple). », *Quel engagement pour une agence de développement en matière d'adaptation au changement climatique ?*, 2012, AFD.

² PRINCIPE 15 de la Convention de Rio, 1992. « Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les Etats selon leurs capacités. En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement. »

de désormais intégrer le changement climatique. Ainsi, l'incertitude ne justifie pas la passivité, même si toutes les données ne sont pas maîtrisées.

Affirmation n°3 : L'adaptation au changement climatique : tout le monde en parle mais personne ne sait exactement la définir en termes concrets

Les intervenants s'accordent à dire que l'adaptation et le développement sont au final des concepts intimement liés, voire similaires. Lutter contre des phénomènes telles que les inondations est primordial, qu'il s'agisse de conséquences du changement climatique ou non. De même, il n'est pas envisageable de développer des villes dans des zones à risques et/ou inondables, quelles que soient les causes de ces risques. Ainsi, au niveau du développement urbain, ou même de la lutte contre les inondations, le développement raisonné, qui prend en compte l'adaptation pour évaluer la résilience par rapport à d'autres scénarios, permet de toute façon de se préparer, qu'il y ait changement climatique ou pas.

Affirmation n°4 : Faire du développement "as usual" est en soi une stratégie d'adaptation

Cette affirmation fait consensus : comme expliqué précédemment, la frontière entre adaptation et développement est de plus en plus poreuse, ce qui est aussi accentué par les financements et la création de flux qui vont vers ces projets (et donc la tendance à mettre l'étiquette « adaptation » sans pouvoir les différencier). Il y a donc aussi une certaine crainte de diversion des flux financiers dédiés à des secteurs vers l'adaptation. Mais, faire du développement, c'est un processus qui va en théorie dans le même sens. Et il y a quand même des solutions et en ce sens, le « no regret » est important : se donner les moyens d'être flexible, et pouvoir se réajuster en fonctions du terrain et des évolutions.

Faire de l'adaptation, c'est faire des choix techniques de développement sensibles et flexibles, mais ne pas forcément changer toutes les pratiques. Il faut avant tout se projeter sur le long-terme.

Affirmation n°5 : Les programmes d'atténuation sont plus faciles à mettre en place que les stratégies d'adaptation

Les impacts du changement climatique sont complètement hétérogènes ; il y a des « gagnants » et des « perdants ». A titre d'exemple, des pays tels que la Russie ou le Canada tirent grandement profit du changement climatique car ils bénéficient de rendements agricoles croissants. Il est alors nécessaire de connaître le contexte local. L'adaptation est donc locale, l'atténuation est plus globale. Les politiques d'atténuation sont plus faciles à concevoir mais pas à mettre en place, tandis que les solutions d'adaptation, qui par définition sont plus locales, font intervenir les citoyens sur des territoires plus petits et sont donc plus faciles à mettre en œuvre.

Affirmation n°6 : Changements climatiques et accès aux services essentiels : vulnérabilités au Sud / responsabilités au Nord ?

Intox ! D'une part, il faut savoir qu'aujourd'hui, 60% des productions de gaz à effet de serre viennent du Sud. On peut d'ailleurs citer la convention des Nations-Unies qui parle de responsabilité commune mais différenciée.

D'autre part, la question du changement climatique est un indicateur, parmi d'autres, de la non-soutenabilité des modèles de développement. C'est là où, non pas en termes de contribution aux émissions de CO₂, mais en termes de modèles de développement de société, que s'est imposé une

image occidentale, alors que nos sociétés reposent sur la consommation de ressources naturelles de manière non-durable. C'est en ce sens qu'il y a responsabilité, mais ce qui n'entraîne pas d'indemnisation, parce que la responsabilité de choisir d'autres modèles de développement reste libre.

→ Qu'en est-il des services essentiels, de manière plus pragmatique ? L'impact du changement climatique sur les services est-il plus important au Sud qu'au Nord ?

Il faut être vigilant : le changement climatique n'est pas l'origine du mal, il y a toujours eu des inégalités et de la pauvreté. Cela a toujours été ainsi, il est nécessaire de commencer à nous battre contre ces phénomènes : le manque de gestion durable est à l'origine des problèmes, et le changement climatique n'est qu'un catalyseur.

→ Alors, est-ce que la capacité de résilience du Sud est plus faible qu'au Nord ?

Il va sans dire que les populations les plus vulnérables sont les populations pauvres, qui sont de manière générale situées au Sud. De plus, ces populations sont dans des zones qui malheureusement sont le plus « impactées » par le changement climatique. C'est la double peine. On peut citer le cas de l'Asie du Sud-Est, qui historiquement, accueille de nombreuses catastrophes naturelles, phénomènes particulièrement renforcés par le changement climatique. Mais il ne faut pas confondre météo et changement climatique, ce sont deux phénomènes distincts.

Affirmation n°7 : Assainissement et changement climatique : rien à voir !

Il est primordial de distinguer les impacts du changement climatique sur l'assainissement des effets de l'assainissement sur le changement climatique.

Dans le premier cas, les extrêmes climatiques risquent d'endommager les systèmes d'assainissement, d'où l'importance du dimensionnement des drainages. De plus, dans les systèmes en boucle fermée eau-assainissement, puisqu'il s'agit toujours de la même ressource, s'il en manque, il y a des conséquences. Si la ressource diminue, il y a besoin de nouvelles solutions techniques pour le traitement et la réutilisation des eaux usées pour la réinjection dans la boucle.

Dans le second cas, il faut différencier eaux usées et pluviales. Inévitablement, les eaux usées terminent toujours dans le milieu récepteur. Si le milieu récepteur change, cela va impacter les écosystèmes en aval.

Dans une moindre mesure, on peut également évoquer le cas de l'absence d'assainissement : cela peut favoriser la multiplication de vecteurs de moustiques et d'impacts sanitaires, qui pourraient migrer vers le nord à terme, en raison du réchauffement climatique de ces régions.

Affirmation n°8 : L'énergie est devenue le service « star » grâce au changement climatique ?

Certes, l'énergie est particulièrement mise sur le devant de la scène politique et du développement. Cependant, cela est avant tout dû à la question du manque de pétrole qui coïncide avec l'agenda du changement climatique. Il est incontestable que l'énergie bénéficie d'une forte médiatisation, mais les leviers de prise en compte du changement climatique (transports, agriculture) sont sans doute des leviers plus efficaces que celui de l'énergie lui-même.

Affirmation n°9 : L'adaptation : encore un critère imposé aux acteurs du développement par les bailleurs internationaux, qui pénalise les petits acteurs de terrain.

D'après le public, de toute façon, l'accès aux financements est compliqué, c'est un métier en soi de répondre aux appels à projets. Des critères supplémentaires renforcent encore la complexité, mais le caractère exclusif de l'accès aux projets n'est pas nouveau.

Renaud Bettin ajoute d'ailleurs ce phénomène n'a rien de nouveau. Dans quelques années, ce sera autre chose, et les acteurs n'auront pas d'autre choix que de s'adapter ! Le nœud du problème, c'est l'accès aux financements. Le problème est le suivant : comment les porteurs de projets du Sud qui connaissent le terrain vont pouvoir accéder à cet argent ?

Maurice Bernard souhaite cependant temporiser ces propos : il ne faut pas être trop manichéen ! Selon lui, soit la question du changement climatique est nécessaire, soit c'est du bluff. Si c'est du bluff, ce n'est pas très difficile de répondre aux appels ! Si c'est une mode, il suffit d'utiliser les bons éléments de langage. Donc ce n'est pas une vraie complexification.

Session 3 : Changement climatique : quelles solutions pour les services essentiels sur le terrain ?

Intervenants : **Grégory Bult**, Responsable Département Technique et Qualité des Programmes - Solidarités International
Gaïa Ludington, Chargée de mission Finance Carbone et Capitalisation - Gevalor
Arnaud Dauphin, Chef de projet Division Transports et Energie Durables - AFD
Stéphane Tromilin, Chef de projet Division Transports et Energie Durables - AFD
Guillaume Meysonnier, Chargé de mission Climat - AFD

Animateur : Chloé Jolly

Rapporteur : Héroïse Chicou

Objectifs de la session

- Présenter des projets de développement intégrant le changement climatique déjà mis en place sur le terrain
- Montrer la variété des actions possibles : stratégies d'atténuation et d'adaptation
- Identifier les vulnérabilités ou impacts locaux du changement climatique dans les contextes où ont été mis en place ces projets
- Comprendre les difficultés facteurs de succès rencontrées par les acteurs du développement pour intégrer l'enjeu du changement climatique à leur projet d'accès aux services urbains

Eau et Assainissement : gestion des risques hydro- climatiques dans la réponse d'urgence et humanitaire

Gregory Bult, Responsable Département Technique et Qualité des Programmes de Solidarités International a présenté différents programmes d'actions qui ont été mis en place pour une meilleure gestion des risques hydro- climatiques dans la réponse d'urgence et humanitaire.

- Philippines : la résistance des installations d'accès à l'eau et l'assainissement – le cas de l'hôpital de Tacloban

D'après les analyses du GIECC, il y a probablement une augmentation de l'intensité des cyclones et de leurs effets hydrologiques due au changement climatique et donc une exposition de plus en plus élevée pour les populations des îles ou des régions côtières.

En novembre 2013, le typhon Haiyan aux Philippines a posé la question de comment restaurer et préserver l'accès aux services de base des populations locales.

Le cas de l'hôpital de Tacloban et l'action de Solidarités International sont intéressantes : en effet, situé dans une zone côtière, l'hôpital est particulièrement vulnérable aux aléas climatiques et a donc été violemment touché lors du passage du typhon : son usine de potabilisation d'eau a été détruite. L'association a donc dû travailler avec la collectivité locale pour reconstruire l'usine de potabilisation d'eau de l'hôpital provincial en prenant en compte des nouveaux extrêmes climatiques, afin qu'elle soit plus résistante qu'auparavant.

Ce projet a soulevé deux questions fondamentales :

- Comment prévoir et réduire les vulnérabilités des bâtiments ou infrastructures de première nécessité face aux catastrophes naturelles ?
- Comment répondre à l'urgence tout en reconstruisant des installations pérennes ?

- [Bangladesh : programme qui vise la préparation des communautés et la construction d'ouvrages résistants aux évènements climatiques extrêmes](#)

Le cas du Bangladesh montre bien que certaines populations ressentent déjà les effets du changement climatique et travaillent à développer leur résilience vis-à-vis des aléas climatiques (inondations, typhons, etc.). Solidarités International a travaillé avec les populations pour leur permettre d'avoir accès à l'eau lors des crises. Pour cela il a fallu créer des forages adaptés aux inondations successives (surélevés) et travailler avec le département des risques naturels pour développer des maisons qui sont aptes à résister aux vents forts.

Le renforcement des capacités de résilience des populations locales est un volet primordial de l'adaptation au changement climatique.

- [Haïti : programme de reconstruction urbaine participative dans des quartiers particulièrement exposés aux risques](#)

A Port-au-Prince, Solidarités a participé à la reconstruction d'un quartier, suite au tremblement de terre et à la tempête Sandy. Le principe de cette intervention a été d'analyser tout particulièrement les vulnérabilités des populations : face à quels risques la population va devoir se confronter et comment prendre en compte ces aléas climatiques dans les quartiers informels?

Pour cela les équipes de terrain ont évalué la perception du risque des populations. Il fut très important d'avoir l'adhésion des populations et de leurs dirigeants pour cartographier ensemble les risques et ainsi établir des priorités de reconstruction.

En conclusion, on peut dire que les changements climatiques sont déjà une réalité pour les populations des zones tropicales côtières et insulaires et que les acteurs de l'humanitaire comme Solidarités International l'intègrent de facto dans leurs actions pour contribuer à l'adaptation des populations les plus exposées. Le développement « bien pensé » c'est d'avoir déjà pris en compte pour les populations leurs risques face aux changements globaux et climatiques.

→ Présentation « [Les services essentiels lors des réponses humanitaires aux catastrophes naturelles et l'intégration des risques liés aux changements climatiques](#) », par Grégory Bulit

Questions/ Contributions :

- [Que faire si les populations analysent mal les risques ?](#)

L'idée est de demander l'avis aux populations tout en préservant un regard critique et en engageant un dialogue : échanger avec la population sur les choix de leurs priorités, travailler avec les groupes locaux qui ont déjà réfléchi sur ces questions, etc.

- [Comment prendre en compte la gestion du foncier sachant que c'est un problème qui se pose de plus en plus au regard du changement climatique ?](#)

La question du foncier est généralement prise en compte en fonction de l'échelle des dégâts engendrés par la catastrophe : plus les dégâts sont importants, plus la question de la répartition du foncier est posée. Par exemple, dans le cas de Tacloban : l'hôpital n'a pas été entièrement détruit ; on choisit donc de reconstruire des installations plus résilientes plutôt que de déplacer l'hôpital. Dans l'idéal, il est intéressant de réfléchir avec des urbanistes dans la reconstruction pour éviter de reconstruire dans des zones vulnérables.

- Est-ce que vous faites appel à la sociologie pour l'évaluation des besoins des populations ?

Les compétences en anthropologie et en sociologie sont de plus en plus demandées, elles ont notamment été utilisées à Haïti. Compte tenu de la complexité de la situation, de la volonté des populations de rester dans leurs quartiers, des aspects économiques, sociaux et culturels, les ONG travaillent avec des sociologues-urbanistes. Il y a donc une nécessité de prendre en compte la qualité de vie dans la reconstruction : par exemple, à Haïti le quartier a évolué autour des ravines et ponts après que les sociologues ce sont aperçus que ces lieux étaient aussi des points de rencontre et de socialisation.

- Combien de temps sur les projets ? Comment bien penser l'urbanisme après la crise, comment accompagner les collectivités ? Quelles leçons des autorités par rapport aux catastrophes ?

Solidarités International s'est engagée pour un projet de trois ans à Port au Prince qui nécessite un diagnostic préalable de 6 mois. Les urgentistes se sont posés la question sur leur lien avec les collectivités : ils peuvent aider significativement les collectivités à travailler sur l'alerte précoce, la prévention, et la réponse à l'urgence.

A Haïti, la reconstruction est validée avec la DINEPA (Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement), qui assure le suivi. La majorité des travaux seront fait par des petits opérateurs privés, d'où l'importance du renforcement des capacités de ces acteurs.

Gestion des déchets : le programme Africompost

Gaia Ludington de Gevalor a présenté le projet **Africompost** qui vise à mettre en place le compostage des déchets organiques de 6 grandes villes africaines.

Chaque unité de compostage contribue à l'assainissement de la ville par le traitement des déchets et permet d'éviter en moyenne l'émission de 150 000 tonnes équivalent CO2 en dix ans.

L'enjeu majeur par rapport au changement climatique et à la gestion des déchets, c'est l'émission de méthane, un gaz atmosphérique qui a un pouvoir de réchauffement mondial. Les déchets émettent 82 millions tonnes de CH₄ soit 23% des émissions mondiales de méthane. Il est donc important d'analyser et de contrôler les gaz émis et d'éviter les décharges à ciel ouvert.

Le projet Africompost permet à une grande partie des déchets d'être réutilisée pour faire du compost, et donc d'être revalorisée. Dans la ville de Lomé, 15 tonnes de déchets sont traitées par jour en 2013.

Une partie de l'adaptation au changement climatique dépend de la viabilité des projets implémentés et de leurs retours économiques pour les populations. Une vraie question à se poser pour ce type d'action est : est-ce que les populations peuvent valoriser leurs stratégies d'adaptation et surtout les faire vivre économiquement ?

Une partie des projets ont été financés par le crédit carbone, mais l'objectif désormais est de créer son propre financement.

→ Présentation « [Africompost et le changement climatique : un programme de Gevalor](#) », par Gaïa Ludington

Questions/ Contributions :

- Quels résultats des marchés / crédits carbone ? Quelle-viabilité économique des projets ?

Au départ des projets, la répartition des financements était la suivante : 30% de crédits carbone et 70% de la revente des déchets. Toutefois, le retour d'expérience des crédits carbone est mitigé car il y a une difficulté entre l'estimation des crédits et les émissions et aujourd'hui les crédits carbone sont dans une phase difficile. A l'heure actuelle, un travail est engagé avec les opérateurs de compostage pour qu'ils deviennent des opérateurs de revalorisation des déchets, et que le financement provienne de la revente des déchets.

Energie :

Stéphane Tromilin, chef de projet division transports et énergies durables de l'AFD a pu présenter quelques projets de l'AFD dans le secteur de l'énergie dans les PED.

La question suivante est posée dès le départ : La croissance économique, qui est un prérequis à l'amélioration des conditions de vie (et donc au développement), est-elle synonyme d'augmentation de la consommation d'énergie et donc des émissions de GES ?

Face à ce défi, l'AFD a développé deux axes d'amélioration :

- Consommer mieux
- Produire de l'électricité moins carbonée

Consommer mieux, c'est améliorer l'efficacité énergétique : amélioration des réseaux de distribution de l'électricité, réduction des pertes, sécurisation de l'approvisionnement, utilisations des ampoules à basse consommation...

Produire de l'électricité moins carbonée, c'est avant tout développer des énergies renouvelables et améliorer la rentabilité des produits.

L'AFD finance des projets de développement qui ont un volet changement climatique/ co-bénéfice atténuation ou adaptation. Aujourd'hui l'AFD cherche également à intégrer le changement climatique dans des activités classiques et surtout à minimiser l'impact de ses activités sur le changement climatique.

Cependant, des menaces existent dans un futur proche : Et si le prix du baril de pétrole redescendait ? Le climat et ses préoccupations se réduiraient-elles ?

→ Présentation [« La problématique climat dans les projets d'accès à l'énergie de l'AFD »](#), par Stéphane Tromilin

Questions/ Contributions :

- L'énergie solaire est-elle vraiment une solution compte tenu de son coût, ses émissions lors de la production et la difficulté de gérer les déchets ?

On voit aujourd'hui une efficacité énergétique des panneaux solaires qui augmente. Il existe cependant aujourd'hui en effet, un problème concernant la filiale de l'énergie solaire surtout en France : surproduction du solaire, prix bradés...

Cependant les énergies renouvelables ont une réelle capacité à s'introduire dans des zones dans les pays en développement non reliés au système qui coute cher.

- Est-ce que la sobriété et la performance des habitats, équipements domestiques...etc. peuvent être financées par l'AFD ?

Oui, certains crédits sont financés sur ces aspects.

Mobilité :

Arnaud Dauphin – chef de projet des transports et énergie durables et Guillaume Meyssonier - Chargé de mission Climat, ont présenté des projets de l'AFD sur les transports et la mobilité face aux changements climatiques.

La problématique avec la mobilité dans les villes est en partie due à la croissance démographique de celles-ci : 70 millions de personnes par an rejoignent les villes, soit +50% de CO₂ en 2030.

Il existe donc un réel besoin d'adapter les infrastructures sans pour autant augmenter les émissions.

Une bonne gestion de la planification urbaine, afin d'éviter la multiplication des voyages dans la ville, peut être une première réponse.

Requalifier les centres villes et revaloriser leurs infrastructures ferroviaires est un deuxième aspect important. En effet plus un réseau de transport collectif est efficace plus on va ensuite éviter l'utilisation de l'automobile.

Dans la construction-même des infrastructures, les choix des matériaux, des procédés de fabrication et des technologies peuvent également participer à l'atténuation.

→ Présentation « [La problématique climat dans les projets de transports de l'AFD](#) », par Arnaud Dauphin et Guillaume Meyssonier

Conclusion :

Prendre en compte le changement climatique dans les services essentiels des villes des pays en développement veut dire à la fois réduire nos émissions et s'adapter aux changements.

Ceci ne requiert pas forcément un bouleversement des stratégies de développement mais d'intégrer en amont du projet, une phase de réflexion et de concertation évaluant les risques et vulnérabilités des infrastructures et des populations, et de mettre en place des solutions prenant en compte ces données.

La question de la viabilité économique de nos modèles d'adaptation et de leur acceptation par les populations locales est aussi cruciale. Pour cela il y a un réel besoin de travailler ensemble (urbanistes, anthropologues, sociologues, ingénieurs, populations, etc.) pour oser imaginer et renouveler les villes durables de demain.

Session 4 : Les jeunes se mobilisent pour la prise en compte des enjeux liés à l'eau dans les négociations de la COP 2015, oui mais comment ?

Objectif de la session

Réfléchir à la mobilisation des jeunes du secteur des services essentiels lors des négociations climatiques, notamment lors de la COP 21 à Paris.

Quels grands messages souhaitez-vous faire passer en tant que Jeunes du secteur de l'eau et des services essentiels à la COP 21 ?

Comment diffuser de manière pertinente et innovante les messages des Jeunes du secteur de l'eau et des services essentiels à la COP21 ?

Il paraît évident que les Jeunes ne disposeront que d'une petite, voire inexistante, tribune lors de la COP21, il est donc nécessaire d'organiser leur mobilisation en amont et en parallèle de cet événement.

Cet exercice de brainstorming a conduit à plusieurs idées de messages et formats qui sont centralisées dans le tableau ci-dessous.

Pistes de réflexion
Ne pas opposer changement climatique et services essentiels.
Notion de « co-bénéfice » : s'assurer qu'un programme/projet réponde à un accès durable aux services essentiels et réduit les émissions de GES.
Faire s'exprimer les populations locales en mettant en avant les besoins et risques perçus localement.
Confronter les perceptions locales avec les exigences globales pour créer un lien vers une appropriation locale.
Actions possibles
Réaliser une vidéo récoltant des témoignages opposant visions et vécus des effets du changement climatique entre « Nord/Sud » pour déconstruire les idées reçues et souligner les décalages.
Réaliser un photomontage ou une vidéo de simulation de scénario catastrophe lié au changement climatique se déroulant à Paris : « Et vous, comment réagiriez-vous ? »
Organiser un « contre-forum » de la COP21 où siègeront des Jeunes qui militeront pour l'intégration des questions liées aux services essentiels dans les négociations climatiques.
Réaliser une campagne d'affichage dans le même esprit que la campagne existante du réseau Projection « Pour vous, ça c'est un problème ? », mettant en lumière les effets du changement climatique sur l'accès aux services essentiels.
Réaliser des fiches thématiques présentant de manière simple et synthétique les liens entre changement climatique et services essentiels.